

## Consultation Publique du 30/10/2014 relative à la mise à jour des tarifs ATRT5 de GRTgaz et TIGF au 1<sup>er</sup> avril 2015

Lors de la mise à jour précédente des tarifs ATRT5 (intervenue au 1<sup>er</sup> avril 2014), des évolutions de structure des tarifs de transport ont été mises en œuvre afin d'améliorer l'intégration du marché français au sein du marché européen du gaz.

Ces évolutions conduisent à des hausses plus importantes de certains termes tarifaires ; notamment les termes de transport sur le réseau régional ont augmenté de +7% et +26% respectivement pour GRTgaz et TIGF alors que les hausses tarifaires moyennes étaient respectivement de +3,9% et +7,7%.

La délibération de la CRE indiquait que d'autres évolutions seraient intégrées à l'occasion de la mise à jour tarifaire suivante. Or la présente consultation publique ne précise pas comment sont envisagées les répercussions des hausses à venir en fonction des termes tarifaires.

Néanmoins, compte tenu du niveau de hausse moyenne de 6% indiqué dans la consultation, une hausse significative des termes de transport régional est probable si des modifications de structure similaires à celles réalisées l'an dernier sont retenues.

GrDF souhaite attirer l'attention de la CRE sur les conséquences engendrées par ces modifications de structure qui peuvent impacter fortement certains clients finals qu'ils soient directement raccordés sur le réseau de transport ou raccordés sur le réseau de distribution.

En effet, la répartition des différents termes tarifaires est très variable d'un client à l'autre. En particulier, le terme de transport sur le réseau régional, proportionnel au Niveau de Transport Régional (NTR) du client (pour les clients raccordés au réseau de transport) ou au NTR du PITD duquel dépend le client (pour les clients raccordés au réseau de distribution), pèse fortement dans la facture transport de certains clients. Le fait de renchérir plus fortement ce terme par rapport aux autres est synonyme d'augmentation en niveau très importante pour les clients dont le NTR est élevé, du fait de l'effet de levier exercé par ce coefficient multiplicateur.

Par ailleurs, le choix de limiter les hausses des termes tarifaires du réseau principal au détriment des termes tarifaires du réseau régional est assez contradictoire avec le fait que la quasi-totalité des projets d'investissements actuels et futurs concernent le réseau principal, comme l'indique GRTgaz dans son plan décennal de développement du réseau de transport : *«L'analyse et les projets présentés dans ce document concernent essentiellement le réseau principal.»*

GrDF souhaite également attirer l'attention de la CRE sur le mécontentement qui se fait jour chez certains clients tertiaires ou industriels particulièrement impactés par ces modifications de structure tarifaire, voire sur les risques de viabilité de leur entreprise dans des zones généralement éloignées des grandes infrastructures. Plus généralement, ces modifications de structure tarifaire génèrent également des risques de désabonnement pour les clients qui disposent d'une alternative au gaz naturel réseau.

GrDF est confiant dans la prise en considération par le Collège de cette problématique d'impact sur les clients et du risque induit de désabonnement qui pourrait peser sur l'équilibre tarifaire global des différents opérateurs d'infrastructure de transport et de distribution alors que la CRE écrit elle-même dans la présente consultation (paragraphe 2.7.2) :

*« La CRE considère que cette mesure présente les avantages suivants pour le bon fonctionnement du marché du gaz :*

- *rendre interruptible des capacités de livraison importantes en zone Sud ;*
- *éviter la résiliation d'importantes souscriptions de capacité qui contribuent pour une part significative à l'équilibre du tarif de GRTgaz. »*